

Référendum en NC J-2 : Le jour de clarté approche



Ils sont 250, arrivés par avion spécial. 250 délégués de la commission de contrôle de l'organisation du référendum. Ils sont magistrats, hauts fonctionnaires, membres de la Cour des comptes, profs de fac.

Dimanche, ils seront répartis théoriquement dans tous les bureaux de vote du Territoire pour surveiller les opérations.

« La demande de la présence de délégués de notre commission émane des principales formations politiques calédoniennes » insiste Francis Lamy, ancien préfet, conseiller d'État et patron des délégués.

Au passage, il nous apprend que les membres de cette commission pourront le jour même du vote inscrire sur les listes des électeurs qui auraient dû être inscrits d'office. Donc essentiellement des Kanaks. Les autres – baptisés « les non-natifs » – n'auront que le droit... de ne pas voter s'ils ont raté une étape en constituant leur dossier.

Doit-on s'attendre à voir les 9000 centaines kanaks (« *défèque news* » kanakiste) débarquant dans les bureaux de vote de la Côte Est ?



Portrait d'un de ces centenaires au Centre « kulturel » Tjibaou

Les autorités et les politiciens mettent l'accent sur le bon déroulement de la campagne (« *pour l'instant* », précise un journaliste local).

Dimanche soir, les autorités envisagent un embrasement massif de la Nouvelle-Calédonie. Elles font donc la pub pour leurs 260 policiers veillant sur Nouméa et le Grand Nouméa, et les gendarmes épaulés par 300 militaires chargés de la sécurité en brousse.

Les forces de l'ordre craignent que les anti-indépendantistes fêtent leur victoire sur les baies et au centre-ville. Des heurts pourraient alors avoir lieu avec les frustrés du « OUI » à Kanaky.

En faisant état de cette inquiétude, les autorités espèrent que les vainqueurs resteront chez eux. Il y a donc des chances pour que dimanche soir, Nouméa ne salue pas la victoire du « NON », et que la capitale ressemble à ce qu'elle est d'habitude après 19 heures : une ville morte.

Les journalistes métropolitains et étrangers peuvent-ils compter sur les « jeunes » issus des « quartiers défavorisés » pour agrémenter la soirée de quelques incendies comme dans n'importe quelle ville de France ? Vont-ils, pour quelques

photographes de presse, exprimer ainsi leur colère ou leur tristesse (au choix) d'avoir perdu, ou leur sérénité ou leur joie (au choix) d'avoir gagné ?

Les partis politiques loyalistes s'autofélicitent de leur campagne.

Les partis kanakistes réaffirment que, quel que soit le résultat du référendum, rien n'arrêtera la marche vers l'indépendance (peuvent-ils avancer autre chose ?). « Si le « NON » l'emporte, dit Louis Mapou, (Union Nationale pour l'Indépendance), c'est reparti pour un tour de piste : l'instabilité institutionnelle va se poursuivre au détriment de la confiance nécessaire au monde économique, l'opposition entre anti-indépendantistes et indépendantistes va perdurer, les tensions vont se perpétuer. (...) Jouer les prolongations, c'est juste reculer l'échéance (...). Il ne reste rien d'autre à négocier que les modalités du passage à la pleine souveraineté et à l'indépendance. »

On se demande bien pourquoi il y a un référendum.



Quant à oser dire que l'indépendance donnerait confiance au monde économique calédonien, on se dit en que M. Mapou devrait faire un duo comique avec M. Tutugoro qui travaille si bien du chapeau.



Pendant ce temps, la frégate *Vendémiaire* de la Marine nationale s'apprête à appareiller pour le Vanuatu avec à son bord des vêtements, des fournitures scolaires, des jouets, des appareils médicaux réformés mais en état de fonctionner, petits cadeaux envoyés par l'association Saint-Vincent de Paul à un pays indépendant qui a donné une si grande confiance au monde économique qu'il est 143e sur 197 au palmarès de l'Indicateur de Développement Humain (I.D.H.).

Marcus Graven